

Communiqué de presse - Pour diffusion immédiate - Bruxelles, 24 janvier 2025

La DSA : un outil de censure et d'interférence, et une menace pour la démocratie européenne

Sous couvert de protéger la démocratie contre de prétendues « interférences étrangères », ainsi que contre la « désinformation », la « mésinformation » et les « discours de haine » en ligne, la Commission européenne impose le Règlement sur les services numériques (DSA). Mais derrière cette rhétorique se cache une menace bien plus grave : la censure de l'internet au service des caprices arbitraires de certains partis ou personnalités au pouvoir.

Une hypocrisie flagrante

L'apparente préoccupation de la Commission pour la démocratie est remise en question par des déclarations telles que celle de l'ancien commissaire Thierry Breton, affirmant : « Nous l'avons fait en Roumanie, et évidemment nous le ferons en Allemagne si nécessaire », en référence à l'annulation d'élections. Ces propos soulèvent des inquiétudes sur l'utilisation du Règlement sur les services numérique (DSA) comme un outil de manipulation politique.

De plus, alors que la Commission prétend lutter contre les « interférences étrangères », elle s'autorise à avertir Elon Musk, un citoyen américain, à propos de ses échanges avec des figures politiques telles que Donald Trump et Alice Weidel. Ces actions révèlent une tentative de contrôler le narratif, au détriment de la souveraineté nationale et de la liberté d'expression.

Le Règlement sur les services numériques, loin de protéger la démocratie, transforme la Commission européenne en un véritable « ministère de la Vérité », comme cela a été souligné en novembre dernier.

« Nous sommes entrés dans une lutte pour la démocratie et les droits fondamentaux. D'un côté, la Commission européenne et tous ceux qui censurent et répriment, de l'autre, ceux qui défendent la liberté d'expression et l'intégrité des élections », a déclaré le député européen Fernand Kartheiser à Strasbourg ce mardi pendant un débat dans le Parlement européen.

Le professeur Michael Shellenberger a récemment rappelé, lors de sa visite au Parlement européen à l'invitation de Fernand Kartheiser, que la meilleure réponse à la désinformation reste la liberté d'expression. Dans ce contexte, des figures comme Elon Musk et Marc Zuckerberg montrent la voie à suivre en matière de protection des droits fondamentaux en ligne.

Des projets inquiétants à l'horizon

Le pire reste à venir. Le « bouclier de la démocratie », une initiative de la Commission von der Leyen, promet de restreindre encore davantage les libertés individuelles. Cependant, le véritable bouclier de la démocratie sera celui érigé par les citoyens pour se protéger du totalitarisme croissant de la Commission européenne.

Un appel à l'action

Le Règlement sur les services numériques doit être aboli ou fondamentalement réformé. La censure et la manipulation des élections doivent être strictement interdites. Il est vital pour la survie de la démocratie que la liberté d'expression ne saurait être restreinte, en ligne comme hors ligne.

Fin du communiqué

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

James Holland
james.holland@ep.europa.eu
+32 (0) 499 52 87 10